Violences sexuelles faites aux femmes : un constat inquiétant

Catherine Raban

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/leportique/3676>

DOI: 10.4000/leportique.3676

ISSN: 1777-5280

Publisher

Association "Les Amis du Portique"

Printed version

Date of publication: 1 March 2017

Number of pages: 339-348

ISSN: 1283-8594

Electronic reference

Catherine Raban, "Violences sexuelles faites aux femmes : un constat inquiétant", *Le Portique* [Online], 39-40 | 2017, document 4, Online since 20 January 2019, connection on 25 March 2021. URL: <http://journals.openedition.org/leportique/3676> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/leportique.3676>

This text was automatically generated on 25 March 2021.

Tous droits réservés

Violences sexuelles faites aux femmes : un constat inquiétant

Catherine Raban

- 1 Cet article cherche à faire un état des lieux comparatif sur les violences sexuelles envers les femmes dans les milieux universitaires français et québécois. Ce qui a inspiré cette problématique, c'est d'abord le travail de l'Association Nationale des Études Féministes (ANEF) concernant l'enseignement supérieur, c'est ensuite l'hypothèse que le Québec était en avance sur la France à ce sujet et c'est enfin la fructueuse coopération que j'ai pu établir avec des scientifiques québécoises lors de mes séjours au Québec.
- 2 Après quelques indications sur le cadre général des violences, l'article étudie le cas du milieu universitaire sur les deux volets français et québécois.

I. Cadre général des violences sexuelles faites aux femmes et aux filles

- 3 Quelques précisions sémantiques sont nécessaires pour identifier et cerner les violences à l'égard des femmes : on appellera ici *violences sexuelles* toutes les formes de violences dirigées contre les femmes du fait de leur sexe.

1.1. Des formes multiples de violences.

- 4 Est violence dirigée contre le sexe féminin : « Tout acte causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée »¹. Le champ de ces violences est d'autant plus vaste que ce « sont avant tout des violences sexistes permises par les inégalités de pouvoir entre les hommes et les femmes, dans un contexte de discrimination sexiste et de domination masculine »² si bien que l'expression « violence à l'égard des femmes » recouvre de multiples facettes : violence domestique perpétrée

par un partenaire, violence affective et psychologique, exploitation économique, féminicide (meurtre d'une femme ou d'une fille parce qu'elle est de sexe féminin), mutilations génitales féminines, violence sexuelle, harcèlement sexuel, etc.³

- 5 Forme bien connue, le harcèlement sexuel « est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle qui, soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers »⁴.
- 6 Ainsi, entrent dans le harcèlement sexuel les propos, gestes, envois ou remises de courriers ou d'objets, attitudes, ayant une connotation sexuelle, qui sont répétés et imposés à une victime. L'absence de consentement de la victime est un élément clé dans la reconnaissance du harcèlement sexuel et pour qu'il y ait répétition des actes, il suffit que les actes aient été commis deux fois. L'expression *connotation sexuelle*, n'exige pas un caractère directement sexuel et concerne des propos ou comportements grivois, obscènes, tels que des paroles ou écrits répétés constituant des provocations, injures ou diffamations, même non publiques, commises en raison du sexe ou de l'orientation ou de l'identité sexuelle de la victime, impliquant donc les comportements homophobes ou dirigés contre des personnes transsexuelles ou transgenres.
- 7 Font également partie du harcèlement sexuel les atteintes à la dignité rendant insupportables les conditions de vie de la victime. Dans le cadre du travail, collègue qui importune en adressant sans cesse des messages ou des objets à connotation sexuelle alors que la victime lui a demandé de cesser, pressions graves pour humilier la victime, entraîner sa démission, éviter un licenciement ou une mutation, négocier un salaire. Dans les études, pressions pour la réussite à un examen, dans la vie quotidienne, pressions pour obtenir un bail ou la minoration d'un loyer, etc.
- 8 Quelles qu'elles soient, ces violences entraînent des conséquences néfastes pour les victimes, notamment stress, douleurs, fatigue chronique, dépressions, tentatives de suicide, troubles anxieux, insomnies, phobies et l'OMS fait des violences envers les femmes « un problème mondial de santé publique, d'ampleur épidémique, qui appelle une action urgente »⁵.

1.2. Une protection aléatoire

- 9 Les violences faites aux femmes et aux filles sont massivement, mais non exclusivement, commises par des hommes : le harcèlement sexuel peut en effet s'exercer entre deux hommes, entre deux femmes et d'une femme sur un homme. Les États sont dans l'obligation de protéger les victimes, de leur assurer soins, justice et réparations. Le cadre juridique existe : en France, ministère des Droits des Femmes, Haut Conseil à l'égalité femmes hommes, observatoire national des violences faites aux femmes, MIPROF, mission interministérielle de lutte contre les violences faites aux femmes et de lutte contre la traite des êtres humains, plan de mobilisation et de lutte contre les violences (2017-2019), lois de protection des victimes de violences, notamment la loi de renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel adoptée par l'Assemblée nationale le 4 décembre 2013. Le harcèlement sexuel est sanctionné par deux ans d'emprisonnement et des amendes d'au moins 30 000 €⁶.

- 10 Cependant les violences sexuelles font encore l'objet d'une méconnaissance et d'une sous-estimation, ou pire, d'un déni ou d'une tolérance coupable, les victimes étant accusées d'avoir provoqué leur agresseur par leurs tenues vestimentaires ou leur comportement. Une véritable loi du silence entoure les violences, assure l'impunité aux agresseurs et culpabilise les victimes abandonnées à leur sort et obtenant rarement réparation.

II. Le cas du milieu universitaire français

- 11 Les textes, études et sites internet permettent d'aborder le harcèlement sexuel dans le milieu académique ; ils soulignent l'ambiguïté de la situation et le tabou qui l'accompagne comme le précise la circulaire *Prévention et traitement du harcèlement sexuel dans les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*⁷.

II.1 Une réalité souvent occultée

- 12 Le harcèlement sexuel « se rencontre aux différentes étapes du cursus universitaire et peut affecter les relations entre étudiants et professeurs ou les relations entre collègues, mais pour autant qu'on puisse en juger en l'absence d'études précises, il semble que la période des études doctorales y soit particulièrement propice »⁸.
- 13 À côté de ces situations liées à des rapports de pouvoir et de hiérarchie, le harcèlement sexuel peut aussi concerner les étudiants entre eux. La cohabitation en résidences universitaires souvent mixtes, filles et garçons partageant des lieux communs comme la cuisine, les douches et les toilettes, les soirées, etc. sont autant de situations propices au harcèlement sexuel et aux violences sexuelles, de même que le bizutage au sein des grandes écoles et des écoles d'ingénieur-e-s qui entraîne souvent d'intolérables situations de domination, de honte et de soumission.
- 14 Quelle que soit la forme que prend le harcèlement sexuel, il est de toute évidence nié ; milieu de transmission du savoir et des savoirs, l'Université est un lieu où toute situation de violence et de harcèlement sexuel est cachée. « Aucune enquête extensive ni aucun sondage n'a jamais été mené sur le sujet, que ce soit auprès des étudiant-e-s, des personnels administratifs ou des enseignant-e-s. Les établissements d'ESR cherchent à conserver et à préserver leur image de lieux de savoir imperméables aux rapports de pouvoir, aux inégalités, aux discriminations et, surtout, aux violences sexistes »⁹.

II.2 Une image dégradée de l'enseignement supérieur

- 15 De façon générale, les étudiantes et les personnels féminins de l'administration au sein des universités sont les principales cibles des auteurs de harcèlement sexuel et de violences à caractère sexuel. Les victimes hommes existent mais en moindre proportion ; les auteurs de harcèlement sexuel sont en très large majorité des hommes et le « plafond de verre » qui maintient un grand nombre de femmes en situation dominée¹⁰ favorise le harcèlement sexuel. Les situations de violences conduisent souvent à des non-dits, à des souffrances gardées pour soi, la crainte de représailles, la honte et la peur contribuant à empêcher les victimes de parler, et les étudiantes préférant se taire et subir les affres d'un supérieur déviant. Ce non-dit est d'autant plus

généralisé que le statut étudiant n'accorde ni la protection juridique octroyée par le Code du travail aux salariés, ni la protection assurée aux agents publics.

- 16 Cette situation nuit à notre système d'enseignement supérieur et compromet son rayonnement et sa recherche d'excellence, ce qui est corroboré par les propos échangés sur les forums Erasmus qui « comporteraient fréquemment des avertissements dissuasifs sur les risques de harcèlement auxquels s'exposent les étudiant-e-s qui envisagent de venir poursuivre leurs études en France »¹¹. Le législateur et les autorités semblent s'inquiéter de cette situation et confèrent aux présidentes et présidents d'universités, directrices et directeurs d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche, rectrices et recteurs, etc. l'obligation de diligenter des enquêtes internes, d'engager des poursuites disciplinaires et de prendre toutes les mesures conservatoires pour préserver la victime de nouveaux agissements¹². En attendant de voir si ces recommandations amélioreront la situation, examinons ce qui se passe au Québec.

III. La situation au Québec¹³

- 17 Le Québec dispose de structures d'études sur les violences faites aux femmes tels que le Réseau québécois en études féministes (RéQEF) ou le Service aux collectivités de l'UQAM (Université du Québec à Montréal), le Bureau de la Coopération Interuniversitaire, etc., ce qui permet d'avoir des sources de données fiables et relativement abondantes.

III.1 Des aspects préoccupants

- 18 Une vaste enquête¹⁴ menée en 2016 par des chercheuses de six universités québécoises insiste sur le nombre important de violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement rapportées dans l'actualité au cours des dernières années. Encore faut-il ajouter que lors des entretiens que j'ai eus avec une dizaine de responsables, certaines personnes m'ont bien précisé que les chiffres officiels sur les plaintes ne rendent pas compte de la situation parce que 10 % seulement des victimes portent plainte. On observe une banalisation et une minimisation de la violence, la culture du viol est encore largement répandue et de nombreux stéréotypes persistent, du genre « elle n'avait qu'à s'habiller autrement ».

III.2 D'importantes mesures d'intervention

- 19 Le harcèlement sexuel est considéré comme un enjeu sociétal important et Hélène David, Ministre de l'Enseignement supérieur, développe une stratégie d'intervention pour que la législation contre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur fasse du Québec un chef de file dans ce domaine¹⁵. Dans les faits, face au manque de ressources, seules les plus grosses universités, Université de Montréal, Université Laval à Québec, Université du Québec à Montréal, sont dotées de bureaux d'intervention en matière de harcèlement. Pour les plus petites universités, il peut s'agir d'une seule personne ayant en charge les cas de harcèlement sexuel et /ou psychologique.

III.3 L'accent mis sur la prévention

- 20 Quelques exemples au sein d'universités québécoises révèlent que la prévention du harcèlement sexuel et des violences à caractère sexuel est aujourd'hui au cœur de leurs préoccupations : « la prévention c'est la clé ».
- 21 À l'Université Laval à Québec, les actions de prévention sont prioritaires. La rectrice, le vice-recteur aux études et la vice-rectrice aux ressources humaines ainsi que le Centre de prévention et d'intervention en matière de harcèlement (CPIMH) sont très impliqués pour lutter contre le harcèlement ou le prévenir. Ce centre de prévention a organisé en 2015-2016 une centaine d'activités de prévention qui ont touché 4236 membres de l'Université. Une nouvelle version du *Règlement pour prévenir et contrer le harcèlement à l'Université Laval* a vu le jour en février 2016 ¹⁶ : le Centre de prévention et d'intervention en matière de harcèlement a créé le Groupe de travail sur la prévention du harcèlement chez les étudiants qui « a déterminé qu'il y aurait une campagne annuelle au mois de février de chaque année ainsi que des actions de visibilité tout au cours de l'année, à des moments plus critiques en matière de violence à caractère sexuel (activités d'intégration, activités festives de la rentrée, de la mi-session et de fin de session ; différentes activités où il y a consommation d'alcool) »¹⁷.
- 22 L'université de Montréal organise trois semaines de prévention sur son campus : une semaine en novembre sur le cyber harcèlement, une semaine en décembre sur les violences faites aux femmes et une semaine en mars sur la prévention de la violence à caractère sexuel. À l'Uqam, la prévention s'appuie sur deux comités : le comité de la politique 16 sur le harcèlement sexuel et le comité de la politique 42 en harcèlement psychologique.
- 23 La campagne « Sans oui, c'est non ! » lancée en décembre 2014 dans seize universités est le fruit de la collaboration entre l'Université de Montréal, son Bureau d'intervention en matière de harcèlement (BIMH) et la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM). Cette campagne provinciale est la première d'une telle envergure. Soutenue par le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI), par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et par le Secrétariat à la condition féminine, elle s'appuie sur l'article 273.1 du Code criminel. Elle associe la prévention du harcèlement sexuel et des agressions sexuelles au sein de la communauté universitaire et collégiale à la notion de consentement : « sans consentement, c'est une agression ».
- 24 L'université Laval continue intensément de faire vivre cette campagne : formations de témoins actifs, notamment masculins pour augmenter l'efficacité, guide de prévention des violences à caractère sexuel, bénévoles, étudiants faisant de la sensibilisation chez les pairs, projet de recherche en lien avec la problématique des violences à caractère sexuel. Au moment du lancement de la campagne « sans oui, c'est non ! » tout le monde avait un macaron « sans oui, c'est non ! ». Une lettre du vice-recteur aux études avait été envoyée à toutes les directions des facultés pour appuyer la campagne, des courriels ont été adressés à tous les employés et étudiants. Les étudiants en charge des intégrations des arrivants ont été formés au harcèlement sexuel et aux violences à caractère sexuel. Du matériel promotionnel a été fait (règles avec le « sans oui, c'est non ! », post-it, porte-cartes) et tous les supports sont mis en commun dans une Dropbox.

- 25 La campagne nationale « Commande un Angelot » s'inscrit dans la lignée du mouvement américain Angel Shots qui vise à prévenir les violences à caractère sexuel dans le milieu des bars étudiants et à protéger les victimes potentielles. Elle concerne directement les pubs et les bars sur les campus et marque un changement de culture puisqu'elle fait aussi de la prévention des violences à caractère sexuel à l'extérieur des campus, dans les lieux où les étudiants se réunissent et vont festoyer. Dans les faits, une personne se sentant en insécurité dans un bar peut commander de trois façons différentes un Angelot : « sans glace », « avec glace » et « avec lime », chaque expression ayant une signification au second degré.
- 26 Dans la prévention, les associations étudiantes détiennent un rôle important parce que les étudiants, étudiantes préfèrent l'entraide entre les pairs et parce qu'elles font des actions concrètes : impression de sous verres avec des statistiques, autocollants pour les verres, présence physique de personnes clairement identifiées lors de partys qui assurent un safespace et raccompagnent chez elles/eux les étudiantes/étudiants en état d'ébriété, posters sur le consentement, slogans au moment des initiations, contacts avec des professeurs qui font du harcèlement sexuel, etc.

III.4 Les limites de la prévention

- 27 La prévention est d'autant plus importante qu'en cas de harcèlement sexuel, la réparation est rarement satisfaisante pour les étudiantes. Mais les actions de prévention sont freinées par le statut de certains universitaires, les professeur-e-s apparaissant comme des personnes intouchables dont le syndicat est très puissant. En cas de harcèlement, l'administration ne leur envoie pas de messages clairs. Plutôt que de leur dire « Ceci est inacceptable ! On te demande de cesser immédiatement ton comportement ! », le message est du style : « Fais attention, tu sais, on ne voudrait pas que ça se retourne contre toi ». Cette attitude minore l'efficacité de la prévention du harcèlement sexuel et des violences à caractère sexuel.
- 28 D'autre part, le périmètre de responsabilité des universités est mal défini et il existe un flou sur la gestion des agressions sexuelles qui se passent intra et extra campus, lors d'événements festifs, sociaux, lors de cocktails après des colloques, lors d'activités d'intégration dans des chalets, etc. Lorsqu'il y a problème, il n'est pas rare que les services se renvoient la balle.
- 29 Cela explique que des scientifiques québécoises m'ont dit regarder vers l'Ontario qui leur apparaît comme le chef de file au niveau de la prévention du harcèlement sexuel et des violences à caractère sexuel : le gouvernement y a mis en place une politique claire et un plan détaillé¹⁸ pour lutter contre les violences sexuelles en milieu universitaire en déterminant les responsabilités de chacun avec l'obligation faite aux universités de mettre en place un bureau de prévention et de soutien aux victimes, des formations destinées aux femmes pour l'auto-défense et la déculpabilisation. Le gouvernement de l'Ontario a également publié en mars 2015, le document intitulé *Ce n'est jamais acceptable : Plan d'action pour mettre fin à la violence et au harcèlement sexuels*¹⁹ qui propose des mesures concrètes dans le but d'éradiquer la violence et le harcèlement sexuels. Le rapport d'étape 2015-2016 de ce plan d'action cite Mme Tracy MacCharles, ministre déléguée à la Condition féminine : « Notre gouvernement continuera d'aller de l'avant en se servant du plan d'action pour orienter ses efforts et créer un Ontario où tout le monde vit en sécurité, sans menace, sans peur ou sans expérience de violence et de

harcèlement à caractère sexuel »²⁰. Preuve supplémentaire de l'implication gouvernementale ontarienne : « le gouvernement s'est engagé à accorder 41 millions de dollars sur trois ans pour mettre ce plan en œuvre ». Le plan décline différentes campagnes d'éducation et de sensibilisation du public. Parmi elles, la campagne primée #Qui Aiderez Vous. Cette campagne ontarienne, en interpellant directement tous les témoins potentiels d'actes de violences à caractère sexuel, vise, en les rendant responsables et actifs, à prévenir la violence et le harcèlement sexuels. Il est en effet primordial que ces témoins ne se rendent pas complices des auteurs de violences par leur silence et leur non-action.

- 30 Le 6 mars 2017, Mme Indira Naidoo-Harris, ministre de la Condition féminine de l'Ontario, au cours de sa déclaration faite à l'occasion de la Semaine internationale de la femme, résumait la situation et apportait ces paroles d'espoir : « Notre gouvernement a lancé ce plan sans précédent il y a deux ans – à l'occasion de la Journée internationale de la femme – afin de contribuer à modifier les comportements, à renforcer les mesures de soutien et à mettre fin à la violence et au harcèlement à caractère sexuel sur les campus et les lieux de travail »²¹.
- 31 Ainsi, une rapide comparaison montre qu'en matière de lutte contre les violences sexuelles au sein des universités, l'hypothèse selon laquelle le Québec serait en avance sur la France est en grande partie avérée. Par ses actions de prévention, les moyens mis en œuvre, la position du gouvernement et du législateur, le Québec, sans être parfait, constitue une référence, voire un exemple à suivre pour prévenir et enrayer le harcèlement sexuel et les violences à caractère sexuel en milieu universitaire.

NOTES

1. . Déclaration de l'Assemblée des Nations Unies du 23/02/1994, A/RES/48/104.
2. . Muriel Salmona, Présidente de l'association *Mémoire Traumatique et Victimologie*, Site memoiretraumatique.org
3. . Collectif de Lutte Anti-Sexiste contre le Harcèlement Sexuel dans l'Enseignement Supérieur, CLASHES.
4. . Voir le site Légifrance, code pénal article 222-33.
5. . Margaret Chan, directrice de l'OMS, rapport du 20 juin 2013 « Violence à l'encontre des femmes ».
6. . Voir le site Légifrance, code pénal article 222-33.
7. . Circulaire n° 2015-193 du 25-11-2015, NOR : MENS1522912C.
8. . Rapport du Sénat, n° 655, 11/06/2013, p. 41.
9. . CLASHES, *Le Harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche*, Guide pratique, 2014, p. 7.
10. . Emmanuelle LATOUR, « Le plafond de verre universitaire : pour en finir avec l'illusion méritocratique et l'autocensure », *Mouvements*, n° 55/56, 2008/3, p. 53-60.
11. . Rapport d'information du Sénat, n° 1007, <http://www.senat.fr/rap/r12-655/r12-6556.html>
12. . Circulaire n° 2015-193 du 25-11-2015, paragraphes 1, 2 et 3.

13. . Je tiens à remercier pour leur accueil, leur disponibilité et leurs compétences : Manon Bergeron, Mélissa Blais, Rachel Chagnon, Dominique Jarvis, toute l'équipe du GAIHST de Montréal (Cynthia Bachaalami, Sarah Barsalou, Samia Belouchi, Laura Garnier, Yann Morin, Yvonne Séguin), Josée Laprade, Audray Lemay, Geneviève Pagé, Geneviève Paquette, Pascale Poudrette, Sandrine Ricci.
 14. . Manon BERGERON et collaboratrices, *Violences sexuelles en milieu universitaire – Résultats de l'enquête ESSIMU*, Université du Québec à Montréal, Montréal, UQAM, 2017.
 15. . Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, *Stratégie d'intervention pour prévenir et contrer les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur*, Québec, 2017.
 16. . Université Laval, *Règlement pour prévenir et contrer le harcèlement à l'Université Laval*, février 2016.
 17. . Université Laval, *Rapport annuel 2015-2016 Centre de prévention et d'intervention en matière de harcèlement*, p. 16.
 18. . Ministry of the Status of Women, *Developing a Response to Sexual Violence: A Resource Guide for Ontario's Colleges and Universities*, 2013.
 19. . Gouvernement de l'Ontario, *Ce n'est jamais acceptable, plan d'action pour mettre fin à la violence et au harcèlement sexuels*, mars 2015.
 20. . Rapport d'étape 2015-2016, *Ce n'est jamais acceptable*, p. 5.
 21. . Ministère de la condition féminine d'Ontario, *Déclaration de la ministre de la condition féminine à l'occasion de la semaine internationale de la femme*, 6 mars 2017.
-

ABSTRACTS

Both in France and Quebec, government measures have been taken as for prevention and fight against sexual abuses against women at University. However In France, there is still a lack of awareness, underestimation and “guilty tolerance” regarding such abuses. After a comparison exercise of the two countries it seems that Quebec could be an example as for prevention for such sexual abuses. How do things really stand?

La lutte contre les violences sexuelles envers les femmes dans les universités et la mise en place de dispositifs de prévention sont l'objet de décisions des politiques publiques en France et au Québec. Cependant en France, ces violences font encore l'objet d'une méconnaissance et d'une sous-estimation, voire d'une tolérance coupable. La comparaison entre la France et le Québec souligne que le Québec pourrait bien apparaître comme un modèle à suivre en matière de prévention de ces différentes formes de violences à caractère sexuel. Qu'en est-il vraiment ?

AUTHOR

CATHERINE RABAN

Catherine Raban est aujourd'hui ingénieure d'études au sein du Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales à l'Université de Lorraine. Titulaire d'un Diplôme Universitaire sur la Gestion de l'Égalité, de la Non-Discrimination et de la Diversité, elle a réalisé un mémoire intitulé *Lutter contre le harcèlement sexuel à l'université : des réponses à apporter*. Elle a poursuivi ses travaux de

recherche au Québec et rencontré des femmes engagées et spécialistes de la question de la prévention et de la lutte contre les violences à caractère sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche.